

Pour une économie positive en Afrique


**Regards croisés pour
l'émergence de la
responsabilité sociétale
des entreprises et de
l'économie d'impact
dans le contexte du
développement africain**



RSE et PED

Ressources et communauté pour la RSE
avec les Pays en développement

SOMMAIRE

- 03** Pourquoi cette publication
 - 03** Notre manifeste
 - 04** Qui sommes-nous ?
 - 06** Notre vision de la RSE et de l'économie d'impact en Afrique
 - 07** Nos approches complémentaires de la RSE
 - 08** Des entreprises pionnières qui nous inspirent
 - 10** 4 cadres d'actions cohérents
 - 14** 8 clés pour une économie positive
- 
- 15** Le dialogue avec les parties prenantes au centre de l'action
 - 18** Compter sur les femmes, moteur des économies africaines, pour changer l'avenir du continent
 - 20** Créer des emplois décents et inclusifs, en bannissant le travail des enfants
 - 24** Produire, distribuer, consommer dans le respect du « plafond écologique »
 - 26** Développer l'appétence pour les produits et le marché locaux
 - 28** Créer et soutenir des PME/TPE africaines orientées vers l'impact
 - 33** Aligner finance et entrepreneuriat durables
 - 34** Intégrer la « durabilité » dans la formation et la communication

Pourquoi cette publication

Nous, expertes et experts du réseau RSE&PED, avons souhaité partager notre vision de l'économie positive en Afrique en l'illustrant par des exemples d'actions et des témoignages. Nos parcours et nos approches diffèrent, mais nous avons en commun l'espoir d'un développement économique en Afrique qui profite à tous, sans détruire l'environnement ni spolier les générations futures.

Nous dédions cette publication aux créateurs et créatrices d'entreprises, à celles et ceux toujours plus nombreux qui veulent prendre part à l'économie durable sur le Continent.

Elle s'adresse également à nos partenaires financiers, nos fournisseurs, nos clients et à la société africaine dans son ensemble dont le soutien est nécessaire pour que cette économie souhaitable soit un courant majeur et non plus l'exception.

Ce livret représente pour nous un support de dialogue. Il porte l'esprit dans lequel nous construisons nos actions et projets. C'est avec votre contribution que nous partagerons et démultiplierons leur impact au service de l'intérêt général.

Bonne lecture ! Le réseau africain de RSE&PED



Karine lors de la 3ème édition du salon RSE co-organisé par BuyYourWay

Notre manifeste

L'économie africaine que nous voulons contribue à l'Agenda 2030 en adoptant les aspirations culturelles et éthiques de l'Agenda 2063. Elle est au service du bien-être humain avec la création d'un "plancher social" pour toutes les africaines et tous les africains, dans le respect absolu des ressources écologiques du Continent.

Dans cette économie positive pour la société et l'environnement, l'Entreprise est créatrice d'emplois de qualité, de développement des compétences et de partage de la valeur. Elle est égalitaire et inclusive. Elle génère des échanges équitables et des partenariats productifs avec ses fournisseurs. Elle propose aux consommateurs des produits et services accessibles, utiles et sains, valorisant les ressources locales.

Nous prônons la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise pour appliquer concrètement cette vision, ainsi que l'économie d'impact qui intègre les objectifs sociaux et environnementaux au cœur du modèle économique des entreprises.

L'écoute, le partage, la formation, menés à tous niveaux, sont au centre de nos modes d'action.

Nous avons la conviction que chacun peut être acteur de cette transformation du monde économique, par son rôle de créateur d'entreprise mais aussi de consommateur, travailleur et citoyen.



RSE et PED



Mamadou Dia - l'Initiative RSE et DD

📍 Mauritanie

Objectif de l'initiative : en formant, coachant, organisant et coordonnant, amener tous les acteurs à s'intéresser à la RSE et créer plus d'impact positif dans leurs activités !

[Retrouvez l'interview de Mamadou](#)



Gloria Paraiso-Jossou - RS Consulting

📍 Sénégal

Le cabinet intervient aussi en Côte d'Ivoire et plus généralement en Afrique de l'Ouest francophone. Il est positionné sur le Conseil et la Communication en RSE.

[Retrouvez l'interview de Gloria](#)



Elhadj Oumar Bah - Tous Talents

📍 Guinée

Cabinet de conseil en Management et en Organisation, Tous Talents fait du recrutement, de l'audit, de la formation, du conseil, avec une forte dimension RSE. Elhadj Oumar est Président du Club RH de Guinée, dont la vocation est la refondation de la fonction Ressources Humaines

[Interview à venir](#)

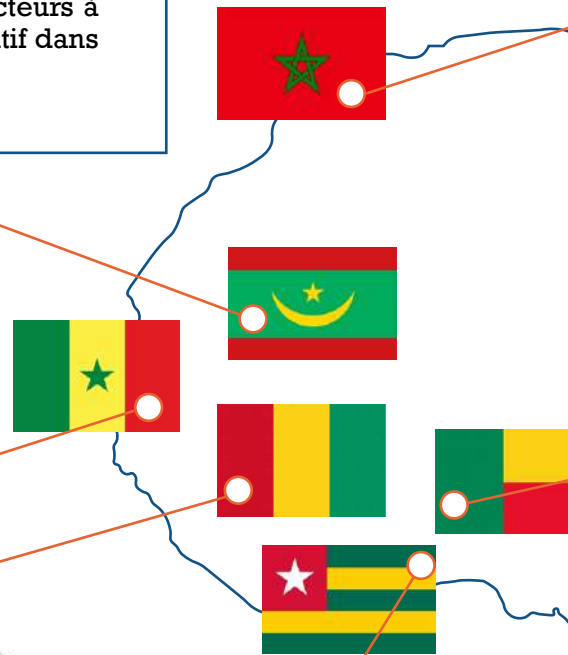


Placide Dougah - Valora Togo

📍 Togo

Valora Togo offre de l'Ingénierie et du conseil en RSE. Le cabinet propose de la formation et de l'aide à la structuration de projets selon les attentes des bailleurs de fonds : prise en compte des ODD, mesure d'impacts sociétaux, critères de durabilité.

[Retrouvez l'interview de Placide](#)



Qui sommes-nous ?

RSE&PED, association fondée en 2008, vise à promouvoir une économie responsable, durable et juste en Afrique francophone par la sensibilisation, la formation, l'échange, l'information et la mise en réseau de tous les acteurs. Ses activités mixent le digital et l'ancrage local des projets et sont mises en oeuvre avec ses 9 partenaires africains (les 8 partenaires qui s'expriment dans ce rapport et un nouveau partenaire au Mali : [CICF](#)).

RSE&PED a réalisé plus de 140 webinaires, 5 journées hybrides, qui ont totalisé plus de 8 000 participations. RSE&PED a également commencé, depuis 2018, à organiser avec ses partenaires africains des forums et ateliers de formation.

RSE&PED est la seule association sur la RSE dont le rayonnement soit panafricain dans le périmètre de l'Afrique francophone. Depuis 2020, RSE&PED mobilise sa communauté de 12 000 membres pour contribuer à diffuser la RSE en Afrique et démultiplier son impact.

Ce manifeste vise à créer une vision co-construite de la RSE en Afrique francophone pour engager les acteurs. Rejoignez-nous !

Joëlle Brohier-Meuter, présidente de RSE&PED

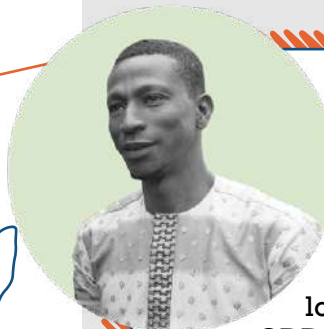


Hind Aït Mhamed - Association de l'Action Universitaire (ASAU)

📍 Maroc

Cette association professionnelle vise la sensibilisation des futurs managers aux défis de l'organisation moderne. L'ASAU collabore avec RSE&PED depuis 2014, en organisant des sessions collectives.

[*Retrouvez l'interview de Hind*](#)



Yacoub Bitocho - ONG RSE-BENIN

📍 Bénin

L'ONG sensibilise, informe et forme les entreprises et acteurs locaux sur les enjeux de la RSE, des ODD et de l'agenda 2063. Elle propose des outils de dialogue et d'accompagnement des entreprises béninoises au regard de l'urgence climatique et du développement durable en Afrique.

[*Retrouvez l'interview de Yacoub*](#)



Kléber Biboum - GO AFRICA Business Sarl

📍 Yaoundé (Cameroun)

Le cabinet travaille dans toute l'Afrique centrale. Il accompagne les acteurs par du conseil en RSE, des études, du réseautage d'affaires et de l'évènementiel.

[*Retrouvez l'interview de Kleber*](#)



Karine Danielson - Buy Your Way

📍 Siège à Paris (France) / Bureau à Tanarive (Madagascar)

BuyYourWay est une entreprise française. Karine travaille dans le bureau de Tananarive, créé en 2017, qui couvre la zone de l'Océan Indien. Le cabinet propose du conseil et de la formation à l'intégration des ODD au sein des organisations.

[*Retrouvez l'interview de Karine*](#)

Notre vision de la RSE et de l'économie d'impact en Afrique

Les modes de production occidentaux et la mondialisation des échanges ont permis le développement significatif de plusieurs régions du monde, notamment en Asie. Mais après quelques décennies de réels progrès sociaux, les inégalités entre pays et à l'intérieur des pays se sont renforcées, tandis que la pression exercée sur les écosystèmes naturels a mis en danger les conditions d'existence des prochaines générations.

L'Afrique donne la priorité au développement économique et industriel pour permettre l'indispensable amélioration des conditions de vie des populations, mais elle doit trouver sa voie pour prospérer différemment, en sauvegardant ses richesses naturelles et culturelles.

La Responsabilité Sociétale des Entreprises a mûri en Europe dans les 20 dernières années dans une économie déjà développée. La « RSE » fait désormais partie du cadre légal et des ambitions affichées par tous les grands groupes. La trajectoire africaine vers une économie durable doit bien sûr s'inspirer de ce cadre existant, mais une approche contextualisée lui donnera plus de sens. Nous relevons le pari d'une économie africaine directement « à impact », qui intègre l'intérêt général de la population africaine et non pas seulement des intérêts particuliers dans sa feuille de route.

Le terrain africain dans lequel il n'y a pas de tissu industriel à démanteler est propice au développement d'activités respectueuses de l'humain et de l'environnement, donc à l'économie d'impact. Les grands bailleurs de fond veulent financer des projets compatibles avec l'agenda 2030 et soutiennent ainsi le développement d'entreprises responsables. La population est jeune, de plus en plus qualifiée, et concernée par les grands problèmes qui obèrent son avenir : changement climatique, effondrement de la biodiversité, pauvreté endémique, creusement des inégalités, graves carences dans l'accès à l'emploi.

La RSE donne à l'entreprise beaucoup d'éléments positifs comme le rappelle la présentation de l'ISO 26 000, principal cadre normatif de la RSE. Elle lui offre des avantages concurrentiels, améliore sa réputation, sa capacité à attirer et à retenir ses salarié(e)s, ses clients ou ses utilisateurs, maintient la motivation et l'engagement de ses employés et gagne l'intérêt de plus en plus marqué des investisseurs. Encore faut-il que l'écosystème économique, de l'Etat au client final, en passant par le financeur et les fournisseurs, accompagne ce développement par une cohérence de visions et d'actions¹.

Ce n'est pas encore le cas en Afrique. Mais il entre dans nos convictions que le développement d'un cadre légal propice à l'économie responsable, et d'une opinion publique africaine informée et active sont souhaitables et inéluctables, et que les entreprises doivent dès à présent orienter leurs actions dans ce sens.

Nul doute que ce mouvement rencontrera les aspirations personnelles des dirigeantes et des dirigeants africains qui ont à cœur l'intérêt du continent.



Hind lors d'une journée connectée de RSE&PED (à droite)

¹ Les efforts pour que la société civile soit une force de pression positive vis-à-vis des entreprises font aussi partie des actions de RSE&PED (voir le projet avec Sherpa).

Nos approches complémentaires de la RSE

Nous n'avons pas les mêmes parcours académiques et professionnels et pas les mêmes approches de la RSE, mais la vision que nous développons au sein de RSE&PED nous rassemble. Le fait d'exercer nos activités avec passion et convictions personnelles quelles que soient les difficultés rencontrées sur le chemin est aussi un facteur commun !

Gloria

« Je propose une RSE pragmatique, contextualisée et profitable à tous. Je pense que la pierre angulaire pour changer la donne est la compréhension des enjeux par les dirigeants et leur adhésion de fond à la démarche »

Karine

« Stratégie, parties prenantes, achats locaux, filières responsables, nouveaux modèles économiques, etc ...l'offre de Buy Your Way pour l'Océan Indien est très complète. Et quel que soit le sujet, le Droit, ma formation initiale, est une approche très utile pour bien orienter et soutenir les démarches de RSE »

Mamadou

« Je rêve d'institutionnaliser la RSE en Mauritanie. Il faut créer cet ancrage de la RSE au plus haut niveau des entreprises et de l'Etat pour fédérer les acteurs, impacter les communautés locales et créer une relation pérenne et inclusive »

Oumar

« Dans notre contexte africain où prédominent des enjeux sociaux, j'approche la RSE en l'intégrant dans la direction des ressources humaines : une fonction centrale pour traiter de droits humains, de compétences des employés, de politique de rémunération ou d'inclusion. Et bien sûr, par le biais de la formation pour diffuser les valeurs de la RSE dans toute l'entreprise ! »

Hind

« La RSE est par essence transverse : c'est ce que je mets en place dans mon enseignement et c'est que j'applique aujourd'hui au tourisme durable »

Placide

« Le cabinet Valora travaille d'abord sur l'écoute, l'observation, l'analyse des influences et la prise en compte des intérêts des parties prenantes. Je suis convaincu que la RSE permet de construire sa performance économique autour du bien-être social, sociétal et environnemental »

Kleber

« Nous sommes spécialisés dans le dialogue avec les parties prenantes, car toute entreprise existe dans un tissu d'acteurs concernés par ses activités et ses décisions. Ce dialogue et la RSE en elle-même sont des démarches naturelles pour toute organisation qui souhaite exister dans la durée »


Yacoub

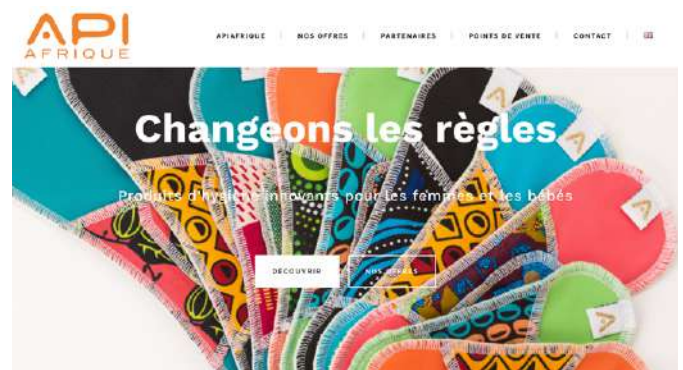
« Le contexte béninois a orienté notre approche de la RSE sur les relations et condition de travail des employés, et sur l'impact environnemental des activités. La RSE, si elle est mise en œuvre avec le soutien des parties prenantes, est une opportunité pour la croissance de l'économie des pays africains puisqu'elle contribue à la justice sociale, au progrès économique et au développement des communautés locales. C'est ce que nous voulons démontrer ! »

Des entreprises pionnières qui nous inspirent

Un développement hors du cadre classique de l'entreprise, c'est ce que réalisent déjà de nombreuses entreprises comme Gifted Mom au Cameroun, Green Keeper Africa au Bénin ou encore Choco - Togo au Togo. Ces entreprises qui dessinent une économie africaine différente ont souvent témoigné dans nos webinaires. Elles ont en commun d'accorder une importance particulière aux parties prenantes avec lesquelles elles interagissent, de considérer avec attention leur territoire d'intervention et les ressources naturelles qui s'y trouvent, de chercher une cohérence dans leur comportement de l'amont à l'aval de leur chaîne de valeur. Elles sont des agents de l'intérêt général dans leur pays tout en assurant leur pérennité économique.

Pour que ces exemples deviennent la règle plus que l'exception, nos observations et nos actions de terrain nous ont conduits à faire les huit propositions que l'on trouvera dans les pages suivantes. Elles ne relèvent pas du cadre institutionnel, qui reste absolument nécessaire pour favoriser l'essor de cette économie sociale, solidaire et écologique que nous appelons de nos vœux. Ces propositions sont des approches que chacun et chacune peut favoriser dans ses différents rôles de créateur d'entreprise, de travailleur, de consommateur ou de citoyen.

Gloria	ApiAfrique
 <p>La vision d'ApiAfrique c'est à la fois des produits accessibles à tous, une production locale génératrice d'emplois, des programmes de sensibilisation pour les femmes et les filles, une Afrique propre et sans déchets. Une approche extrêmement bien pensée et traduite en actes !</p>	



Yacoub	Green Keeper Africa
 <p>GKA innove dans chacune de ses approches : dans la conception de ses produits dépolluants bien sûr, qui est son cœur de métier, mais aussi dans son management très participatif, dans les programmes d'incubateurs pour l'économie informelle et même dans l'engagement collectif des entreprises dans la RSE dont elle est un acteur au Bénin.</p>	

Mamadou

CDS - Kosmos Energie & bp



CDS est une entreprise mauritanienne qui investit sur le secteur de l'Énergie renouvelable, surtout le solaire, et la mise en place des services sociaux de base à partir de cette énergie. Elle intervient sur tout le territoire national et travaille le plus souvent avec les populations pauvres et vulnérables. Elle fait la promotion de l'énergie propre pour accompagner les TPE des communautés du milieu rural (exploitant agricole, transformateurs laitiers, réseau d'eau...). Elle intervient auprès des entreprises du milieu extractif pour la mise en œuvre de leur politique de la RSE et la conciliation des différentes activités économiques (pêche, agriculture, élevage...).



L'entreprise pétrolière BP fait des choses remarquables sur la conciliation des ressources économiques à Ndiago. Un pôle « pêche » a été créé dans le village pour accompagner les pêcheurs de cette localité dans leur professionnalisation aux côtés des activités gazières. Le tout se fait avec l'appui d'ECODEV, une ONG Mauritanienne experte dans la gestion de projets de développement.



22245257955

ACCUEIL ACTIVITÉS SERVICES PRODUITS RÉFÉRENCES ET PARTENAIRES



Karine

EPSILON



EPSILON est une zone franche malgache du secteur textile qui a une démarche RSE inclusive et structurée qui tient compte à la fois des enjeux du territoire d'implantation et des ressources disponibles au déploiement.

Avec des indicateurs clés et des objectifs clairs, cette organisation est un des modèles intéressants à partager car la démarche contribue à l'atteinte de plusieurs ODD et couvre autant les thématiques sociales, sociétales qu'environnementales.



L'Entreprise Savoir Faire Certifications RSE Jobs Photos Contact



01. L'Agenda 2030

La consultation initiale très large sur laquelle repose l'Agenda 2030, les cibles et les indicateurs qui l'accompagnent, en font un cadre d'action irremplaçable. L'Agenda 2030 est universel mais il se conçoit au travers de déclinaisons contextualisées. Pour le continent africain dans sa globalité, l'appropriation des ODD consiste à assurer prioritairement le développement humain et économique, dans le respect du plafond écologique².

Les Etats africains ont à ce jour presque tous publié leur feuille de route nationale. Les Etats sont en effet les signataires des engagements auprès de l'ONU, mais celui-ci leur recommande fortement de s'appuyer sur le secteur privé pour l'atteinte des 17 objectifs. Les entreprises doivent donc se saisir de l'Agenda 2030 et des déclinaisons établies localement, en y reliant leur politique de responsabilité sociétale. Pratiquement tous les ODD peuvent constituer des risques ou des opportunités d'impact pour les entreprises, en fonction de la nature de leur activité.



² Voir le rapport en français sur l'appropriation des ODD en Afrique : [Africa-SDG19-Sum-FRENCH.pdf \(sdgcafrica.org\)](https://sdgcafrica.org/Africa-SDG19-Sum-FRENCH.pdf)

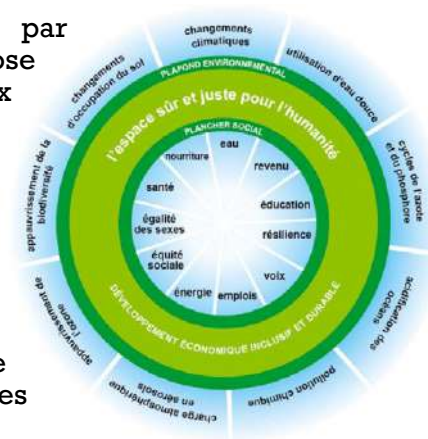
03. La théorie du Donut (Kate Raworth)

La théorie économique du Donut, élaborée par la chercheuse anglaise Kate Raworth, propose d'allier les enjeux de justice sociale aux enjeux environnementaux, pour orienter l'économie en faveur d'un développement durable et juste.

Les cercles concentriques qui donnent son nom au Donut représentent, dans la partie externe du dessin, « le plafond écologique » que constituent les 9 ruptures possibles dans les équilibres naturels. La justice sociale à laquelle est particulièrement attachée Kate Raworth, ancienne collaboratrice de l'ONG OXFAM, est représentée par les limites intérieures, « le plancher social ».

Le Donut fait efficacement le lien entre la science et l'économie, il intègre à la fois les composantes sociales et environnementale. Avec la vision commune d'un espace « juste et sûr », il permet de différencier les trajectoires pour les entreprises du nord et du sud. Il nous paraît particulièrement pertinent pour guider nos actions pour une économie positive en Afrique.

Pour en savoir plus sur la théorie du Donut : [Qu'est-ce que la Théorie du Donut de l'économiste Kate Raworth ? - Oxfam France](#)



4 cadres d'actions cohérents

Bien ancré localement, mais relié aux enjeux sociaux et environnementaux universels, le développement économique que nous voulons doit être pensé à plusieurs échelles. Notre vision s'inspire de quatre cadres cohérents entre eux, opérant à différents niveaux : l'Agenda 2030, l'Agenda 2063 africain, la Théorie économique du Donut et l'ISO 26 000.

02. L'Agenda 2063 africain

L'Agenda africain 2063 est le cadre stratégique pour le Continent pour atteindre son objectif de développement inclusif et durable. Il représente la vision

panafricaine pour une « Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale » selon la déclaration des chefs d'état africains de l'Union Africaine élaborée en mai 2013. Il se décline en sept aspirations économiques et sociales mais aussi éthiques et culturelles, dans un continent intégré et politiquement uni³.



Comme l'Agenda 2030, il a été élaboré grâce à un important processus de consultation des différentes parties prenantes. Les 20 objectifs de l'Agenda 2063 et leurs domaines prioritaires sont en cohérence avec les 17 ODD⁴.

³ [Agenda 2063 Technical Document \(un.org\)](#)

⁴ [Relier l'agenda 2063 et les odd | Union africaine \(au.int\)](#)

04. L'ISO 26 000

La norme ISO 26 000 a déjà 10 ans mais reste la référence pour les démarches de responsabilité sociétale des entreprises, des ONG ou des collectivités : chaque organisation, quelle que soit sa taille peut se l'approprier. Mais elle part du principe que la loi est d'abord respectée dans tous les domaines (santé et sécurité, qualité des produits, respect de l'environnement, éthique des affaires ..) !

L'ISO 26 000 place le dialogue avec les parties prenantes au centre ! L'échange sincère et constructif avec les communautés est particulièrement important en Afrique puisque les activités des entreprises ont très souvent des impacts directs, et souvent négatifs, pour ces populations, en termes de qualité de vie (activités extractives, cimenteries, ...)

6 grands thèmes sont proposés : les Droits humains, les relations et conditions de travail, l'environnement, la loyauté des pratiques, les questions relatives aux consommateurs et les communautés. La norme n'est pas certifiable, c'est donc essentiellement un outil pour la mise en œuvre, au service de tous ceux qui souhaitent se l'approprier. Elle sert de base à l'élaboration de labels pour certifier les démarches RSE des entreprises dans plusieurs pays africains. Elle fait l'unanimité dans le réseau des partenaires africains même s'ils ne l'utilisent pas tous de la même façon.



Utilisée par Hind pour enseigner la RSE ou comme base pour l'action comme Oumar et Placide, **la norme ISO26 000 est plébiscitée pour la place qu'elle accorde aux parties prenantes, à la gestion des risques, à l'humain mais aussi au respect des cadres réglementaires.** C'est un moyen sûr pour anticiper et réduire tous les risques comme le pense Karine, qui a forgé sa connaissance personnelle de la RSE par l'ISO 26 000 avant de la mettre en pratique chez BuyYourWay. Karine utilise aujourd'hui ses prolongements applicatifs sur les thématiques sociales (SA 8000), achats responsables (ISO 26 400), ou environnementales (ISO 14001, ISO 45001).

L'iso 26 000 n'est pas certifiable mais elle sert souvent de base à la création de labels sectoriels ou régionaux. Ainsi au Maroc avec le *label de la CGEM mentionné par Hind, ou le Bénin où Yacoub note que la **Charte RSE nationale se base aussi sur l'ISO 26 000. Il confirme la pertinence des thèmes de l'ISO 26 000 qui sont observés

par l'ONG sur le terrain : Gouvernance, Droits de l'homme, Environnement, Conditions de travail ...

Gloria regrette toutefois que la norme soit surtout connue de façon théorique et qu'en l'absence de formations pratiques à son application, elle semble plutôt réservée à de grandes structures d'autant que son application peut générer des coûts.

Tous les membres du réseau voient une prolongation possible de l'ISO 26 000 vers le concept plus global d'économie positive en intégrant complètement les principes de la norme dans le modèle d'affaire et la gouvernance et en corrélant le tout aux ODD.

* **Label CGEM** : <https://www.cgem.ma/>

** **Charte béninoise de la RSE** : <https://www.ecobenin.org/wp-content/uploads/Pochette-RSE-DEFINITIF.pdf>

Témoignage de Hind, Oumar, Karine, Placide, Yacoub, Gloria



Karine lors d'une journée connectée RSE&PED en 2020

« Concernant les ODD et leur appropriation par les Etats, le Togo fait partie des pays pilotes auprès de l'ONU. L'Agenda 2030 est donc bien connu et partagé par le gouvernement, les partenaires techniques et les bailleurs. Les ODD permettent d'aligner toutes les actions de manière cohérente, y compris celles des entreprises, comme le demande le Pacte Mondial de l'ONU.

Mon rôle de consultant est de favoriser les rencontres autour de l'Agenda 2030 et d'accompagner ces acteurs privés dans leur contribution aux ODD en mesurant les effets de leurs politiques, c'est très structurant et fédérateur!

Action de Placide

Focus : mettre en place une démarche de RSE

La RSE est un chemin de progrès. Chaque entreprise peut se mettre en route, quel que soit son niveau de prise en compte actuel de la RSE, en rappelant toutefois que le respect de la loi est un plancher incontournable de la démarche. Voici quelques étapes classiques, parmi lesquelles chaque organisation pourra se situer :

■ Avoir une activité de mécénat vers sa communauté : c'est un premier pas intéressant mais il reste extérieur au modèle d'affaire et aux modes de fonctionnement de l'entreprise, c'est-à-dire à ses impacts les plus importants.

■ Prendre en compte tous les risques potentiels de son activité sur le plan environnemental ou social (l'empreinte écologique, la sécurité et le bien-être des salarié.es et des riverains) : c'est une étape significative, d'autant plus si elle repose sur une approche de normalisation comme l'iso 26 000 ou d'une labellisation.

■ Développer des produits durables, et des relations constructives avec ses clients et ses fournisseurs pour les améliorer constamment : c'est un gage de cohérence entre revenus pour l'entreprise et attentes des parties prenantes.

■ Intégrer la RSE dans son modèle d'affaire, c'est-à-dire orienter son activité sur la réponse à un besoin social ou environnemental identifié parmi les cibles des ODD, c'est encore mieux ! Cette économie à impact existe déjà en France sous le terme d'Economie Sociale et Solidaire, avec un encadrement juridique particulier. Mais elle peut se développer plus largement dans toute la sphère économique avec le soutien des acteurs financiers et l'appui du régulateur. À réfléchir dès l'écriture du business plan !



8 clés pour une économie positive

Le dialogue avec les parties prenantes au centre de l'action

Les entreprises grandes ou petites ont historiquement pris leurs décisions en système fermé entre les apporteurs de fonds et les dirigeants opérationnels. Les organisations syndicales ont arraché de haute lutte l'ouverture au dialogue social. Les approches qualité ont permis les échanges avec une nouvelle partie prenante : les consommateurs. Alors que l'impact des entreprises sur la société et l'environnement est largement mis au jour, il est important pour elles de penser désormais en actrices d'un écosystème intégrant également les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, mais aussi les riverains et les ONG à même de parler au nom de l'environnement et des générations futures.

Ces échanges prennent du temps, il est indispensable de les organiser et de les professionnaliser pour ne pas grever le fonctionnement de l'entreprise. Une fois en place, ils permettent d'installer l'entreprise dans une logique d'écoute, de résolution collective des

problèmes et de co-construction qui consolidera son ancrage dans la société et sa capacité à anticiper les attentes à son égard.

Les entreprises africaines ne font pas exception quant à cette nécessaire évolution : le dialogue social y est encore très rare, comme l'inclusion des fournisseurs dans les démarches d'amélioration. Certaines activités industrielles impactent directement la qualité de vie des populations par leur proximité avec les habitations ou les pollutions qu'elles engendrent. De leur côté, les représentants de la société civile doivent apprendre à dialoguer constructivement avec les acteurs économiques. Ce dialogue avec les parties prenantes dont l'ISO 26 000 a fait une pratique centrale, est plus que jamais d'actualité. Si l'Afrique est aujourd'hui absente des relevés sur les méthodologies de dialogue parties prenantes des entreprises⁵, elle ne manque pas de pratiques culturelles sur la concertation et pourrait en tirer profit dans ce contexte.

⁵ *Benchmark international des pratiques de dialogue avec les parties prenantes - Des Enjeux et des Hommes*



La plupart du temps, la dénonciation et la critique ne sont ni efficaces ni justifiées puisque nous n'avons pas de cadre législatif sur la RSE elle-même et qu'elle émerge à peine. Donc **en tant qu'ONG nous allons vers les entreprises dans une approche partenariale et positive** en organisant des rencontres, les «cafés RSE». Nous voulons faire comprendre aux dirigeants les bénéfices en termes de réputation qu'ils gagneraient auprès de la population avec une démarche RSE intégrée dans leur stratégie.

L'autre axe de travail de RSE-Bénin est l'information car même si les entreprises communiquaient sur leurs actions de RSE aujourd'hui, personne ne comprendrait de quoi il retourne. RSE Bénin est là pour sensibiliser les populations sur ce concept et leur faire comprendre qu'elles sont en droit d'avoir des attentes envers les entreprises. C'est d'ailleurs tout l'écosystème qu'il faut former à la RSE : les employés, les clients, les fournisseurs, les ONG aussi, très nombreuses ici.

Action de Yacoub

Les communautés ont une part de responsabilité dans le faible développement de la RSE :

en faisant systématiquement des demandes de contributions aux entreprises elles mettent celles-ci dans un rôle de réparation : « en échange du pétrole que vous extrayez de notre sol, des pollutions et autres nuisances que vous générez, construisez des écoles, des hôpitaux et des routes ! » Or la question des infrastructures et de l'éducation incombe à l'Etat auquel ces entreprises paient des taxes et versent des royalties. Pour obtenir plus des entreprises multinationales en matière d'emploi locaux, de formation, de transfert de compétences, ou d'investissement dans le développement

des communautés et des fournisseurs, c'est au mécanisme du « local content » qu'il faut faire appel, soit des incitations en amont, fiscales, légales ou contractuelles imposées par l'Etat aux entreprises étrangères qui exploitent ces ressources.

La Responsabilité Sociétale des Entreprises est ailleurs. Il faut former les représentants des communautés pour qu'ils fassent aux entreprises des demandes adéquates, en lien avec leurs activités. Il faut également former les managers des entreprises et les futures managers, étudiants et professionnels, pour qu'ils s'approprient les concepts de la RSE

Témoignage de Mamadou

BuyYourWay accompagne actuellement des Partenaires Techniques et Financiers et des acteurs du secteur privé dans la mise en place de filières durables et responsables à Madagascar à travers des études et des travaux de réflexion sur les modes de gouvernance adaptés au contexte local, en tenant compte des objectifs et résultats attendus. **Le dialogue avec les parties prenantes nous permet de structurer la gouvernance des filières à travers la chaîne de valeur.** Afin de garantir une démarche inclusive qui répond aux enjeux du territoire, le cabinet travaille particulièrement avec les acteurs locaux. 4 filières ont déjà fait l'objet de cette démarche : le cacao, le miel, le raphia et une série d'activités menées spécialement dans des aires protégées.

Parmi les parties prenantes qui participent à cet exercice d'intelligence collective figurent les producteurs et représentants des filières, les autorités malgaches et les bailleurs de fonds, souvent des agences de développement.

Ces travaux permettent de partager un plan d'action co-construit et optimisé, de structurer la gouvernance des filières, d'orienter efficacement les projets et financements et d'identifier les lignes d'actions futures à financer pour produire de manière économiquement viable et écologiquement durable. Ils permettent aussi d'envisager ensemble, en tenant compte des réalités de terrain, la manière de faire face au changement climatique et tout en améliorant les conditions de vie des producteurs.

Action de Karine

Concernant les parties prenantes de l'entreprise, nous avons une longue tradition de lien et de soutien à nos communautés. Nous sommes musulmans, notre valeur est dans le Coran : j'ai une responsabilité vis-à-vis de mes voisins, de mes frères, amis et parents. Si je dispose d'un revenu, parce que travaille dans une entreprise, que je suis éleveur ou commerçant, je dois en leur consacrer une part ou bien pour le village etc. :

la solidarité avec la communauté est la pratique africaine qu'il faut garder et intégrer de manière responsable aux politiques RSE. Cette valeur est centrale et elle doit avoir sa place dans une vision africaine de la responsabilité de l'entreprise.

Témoignage de Mamadou

Des bonnes pratiques observées dans notre écosystème

Mamadou

Dialogue avec les riverains dans le cadre d'une activité minière en Mauritanie

Tasiast Mauritanian Limited s.a, filiale de la multinationale minière canadienne Kinross, a placé les parties prenantes au coeur de son approche. Sur le plan opérationnel, le département des relations communautaires a mis en place un système de gouvernance qui implique toutes les parties prenantes : représentants des communautés, gouvernants, médias, société civile etc. Ce dialogue permanent avec les populations riveraines de la société est complété par des workshop annuels pour définir les priorités. L'ensemble est monitoré avec un système de management en ligne qui qualifie chaque type de communication et les résultats obtenus, et fait l'objet d'un reporting selon le référentiel GRI présenté trimestriellement au gouvernement. Le département appuie les riverains sur l'accès à plusieurs services sociaux de base, notamment l'accès à l'eau, la santé, le pastoralisme, l'éducation et la formation professionnelle, le transport, la nourriture, etcavec les communautés.

[> En savoir plus](#)

Hind

Cosumar dialogue avec les collaborateurs

Cosumar, leader de la fabrication du sucre au Maroc est une des entreprises porteuses du label RSE de la CGEM pour l'ensemble de ses filiales et a gagné de nombreux prix de l'engagement sociétal. J'apprécie la démarche de dialogue et d'accompagnement des collaborateurs dans le domaine de la santé et la sécurité ou pour le développement des compétences avec une « Académie COSUMAR », et une démarche de responsabilisation des équipes dans la prise de décision et l'engagement environnemental. Un des grands groupes marocains qui a choisi de mettre la RSE au service d'une agriculture responsable profitable pour les agriculteurs et les salariés !

[> En savoir plus](#)

Mamadou

Le projet Grand Tortue Ahmeyin (GTA),

Lors de la phase d'élaboration des études d'impacts environnementaux du projet Grand Tortue Ahmeyin (GTA), les préoccupations des communautés locales sur les impacts potentiels de ce projet m'ont marqué. Dans cette rencontre tous les enjeux ont été évoqués par les différentes parties prenantes, que ça soit sur le plan écologique, socio-économique et culturel...Une expérience marquante pour moi!

Oumar

Dialogue PP Sonatel – Orange Guinée et Sénégal

Un dialogue très pertinent est celui qu'entretient Orange Guinée avec ses parties prenantes. Ces échanges servent à garder l'entreprise connectée avec les aspirations des populations-clients et à repenser régulièrement la stratégie.

[> En savoir plus](#)



Centre de protection et d'insertion sociale des enfants sponsorisé par Kinross - 2011/2014. Photo issue du site de Kinross



Compter sur les femmes, moteur des économies africaines, pour changer l'avenir du continent.

L'Agenda 2063 vise à ce que le développement du continent « s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes ». Le continent peut compter en effet sur l'esprit d'initiative et le leadership des femmes, lesquelles représentent plus de la moitié de sa population, ainsi que sur le formidable potentiel de la jeunesse, car l'Afrique a la population la plus jeune au monde.

Créer une activité à but lucratif subvenir aux besoins de sa cellule familiale a fait de nombre de femmes africaines des entrepreneures dans l'âme. Par conséquent les initiatives d'entrepreneuriat féminin sont bien plus nombreuses en Afrique qu'ailleurs, et l'on y trouve des femmes à la tête de structures agricoles, d'artisanat ou encore commerçantes sur les marchés. Mais de nombreux

obstacles se dressent devant elles pour formaliser leur activité et la développer. Comment passer d'un entrepreneuriat de subsistance, à la création d'entreprises dirigées par des femmes et soutenues par les investisseurs et les bailleurs ? Le réseau RSE&PED a porté ce thème en organisant en 2015 un cycle de webinaires dédié à l'entrepreneuriat féminin et particulièrement suivi par des femmes comme par des hommes. Objectif : renforcer les compétences des femmes et leurs connaissances, construire un plaidoyer du genre dans l'économie africaine et rendre visible [cette thématique du leadership féminin pour engager les acteurs](#). De très nombreuses initiatives ont fleuri ces dernières années sur le continent, donc nous citons quelques-unes ci-dessous.



Gloria, lors d'une intervention en séminaire sur l'entrepreneuriat féminin au Sénégal

Je viens d'un milieu où les femmes sont généralement respectées et encouragées mais j'ai commencé à ressentir des difficultés liées au fait d'être une femme au moment de créer mon entreprise. Ici les femmes qui veulent entreprendre sont rarement soutenues dans leur rôle de cheffe d'entreprise et peuvent manquer de confiance en elles. Lorsque nous identifions chez elles ce manque d'assurance, je les oriente généralement vers des coachs certifiés en Développement personnel qui les aident à lever leurs blocages afin

d'aller de l'avant et concrétiser leurs projets. Une fois ces conditions réunies elles sont inarrêtables car **les femmes sénégalaises et plus généralement les femmes du continent sont des entrepreneuses nées** : elles sont tellement habituées à être présentes sur tous les fronts que créer une entreprise est juste un front supplémentaire !

Action de Gloria

Des bonnes pratiques observées dans notre écosystème

Hind

Club des femmes DRH du Maroc

Le club marocain lors de sa création, mais désormais international a pour vocation de porter la voix des femmes DRH afin d'impacter l'écosystème et de créer des conditions favorables pour améliorer l'employabilité féminine. Il milite pour l'égalité, la diversité et l'inclusion afin que chaque femme puisse participer activement à l'essor économique de son pays

[> En savoir plus](#)

Le projet Dirigeantes

Le projet Dirigeantes vise à valoriser et promouvoir les femmes cadres et dirigeantes ainsi que l'entrepreneuriat féminin. Créé par Thierry Téné, entrepreneur camerounais et pionnier de la RSE sur le continent africain. Le projet comporte un magazine, Un site internet, des moments conviviaux et des Business MasterClass (BMC)

[> En savoir plus](#)

Société Générale et la Fondation Women in Africa

La Société Générale, qui dispose d'une présence historique en Afrique s'est engagée auprès la fondation Women in Africa pour valoriser la place des femmes dans le monde professionnel. Exemple : le projet 54 de la Fondation Women in Africa, vise à soutenir et promouvoir 54 femmes entrepreneures, issues des 54 pays d'Afrique. S'agissant du secteur du digital, Société Générale est à l'initiative du programme Smartcodeuses, qui promeut les initiatives tech et garantit de la formation aux jeunes candidates. En interne, le Groupe s'attache aussi à promouvoir l'équité des genres et le développement des talents locaux dans ses filiales africaine avec le programme Diversity For Africa.

[> En savoir plus](#)



Photo issue du site : [Women In Africa - Societe Generale in Africa](#)



Créer des emplois décents et inclusifs, en bannissant le travail des enfants

La création d'emplois est cruciale en Afrique alors qu'arrivent sur le marché du travail des jeunes de mieux en mieux formés qui trouvent peu de débouchés à leurs études. Mais la qualité de ces emplois est également essentielle alors que 90% du travail est aujourd'hui informel, que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les migrants et d'autres populations vulnérables font face à des discriminations persistantes et que beaucoup d'enfants travaillent dans des conditions non acceptables selon les règles de l'OIT. Le dernier rapport de l'Unicef pointe que le travail des enfants, loin d'avoir baissé comme le demande la cible 8.7 de l'Agenda 2030 a particulièrement explosé en Afrique.

Les nombreuses atteintes aux droits observées partout sur le continent apportent leur lot de conséquences : grèves à répétition, licenciements abusifs, pertes économiques, etc... Pourtant des cadres réglementaires sont en place pour protéger les travailleurs et leur offrir de bonnes conditions de travail tout en permettant aux entreprises de tirer profit de leurs compétences et expertises. Dans ce contexte, comment accélérer la création d'emplois décents, l'équité et l'inclusion sociale dans les entreprises africaines ?



Dans le cabinet Tous Talents **nous sommes convaincus qu'une démarche RSE efficace et durable doit se recentrer sur l'Humain, en intégrant dans sa réflexion à la fois les collaborateurs en interne et les communautés externes.** Pour être un acteur positif de son territoire, l'entreprise doit favoriser l'insertion et le développement professionnel de tous, avec une attention particulière pour les travailleurs en situation de handicap, et considérer les aspirations de la communauté externe comme légitimes et partie constitutive de la vie de l'entreprise. Les entreprises africaines ont des atouts culturels particuliers pour développer le « vivre ensemble » en dedans et en dehors de leurs murs. Le dialogue et la solidarité sont les valeurs phares que la traduction de la RSE sur le continent africain doit mettre en avant.

Des salaires adéquats, des services de vie de qualité au travail et la reconnaissance sont les mécanismes attendus sur lesquels les entreprises fonderont leur démarche sur des bases solides et durables.

Témoignage d'Oumar



Au Togo, de nombreuses ONG et acteurs de la société civile œuvrent au quotidien pour sensibiliser les travailleurs sur leurs droits en tant que salariés. Des plaidoyers sont organisés dans le même sens à l'endroit des décideurs publics et des employeurs. Depuis 2017, sous l'impulsion du gouvernement, le bureau de l'UNICEF au Togo travaille sur la question de la contribution du secteur privé togolais à la réalisation des droits de l'enfant au Togo. Après un état des lieux sur la RSE au Togo, **notre cabinet a contribué à construire une coalition entre les acteurs au profit des filles et des garçons du Togo** pour élaborer une stratégie partenariale et promouvoir la RSE au regard des instruments pertinents de l'UNICEF. En a découlé en 2019, une

stratégie d'engagement du secteur privé pour la réalisation des ODD en faveur des droits de l'enfant, qui pose les bases d'un partenariat entre le secteur privé et UNICEF – Togo. Une coalition a été créée pour l'opérationnaliser, qui comprend des membres du secteur bancaire, de l'informatique et des télécommunications.

> [En savoir plus](#)

Témoignage de Placide

Le secteur minier est longtemps resté l'apanage des firmes internationales qui ont investi et brassé beaucoup d'argent en Afrique. La plupart de ces firmes ont souvent veillé au respect de leur cahier des charges en matière d'employabilité, de peur d'avoir à payer des pénalités. Pourtant les dernières estimations mondiales de l'OIT sur le travail des enfants en Afrique montrent qu'environ 59 millions d'enfants de 5 à 17 ans sont impliqués dans des travaux dangereux. Plus d'un enfant sur 5 en Afrique est employé contre ou de son propre gré, dans des carrières de pierres, les fermes et les mines. Dans le cas des mines artisanales, ce sont parfois des familles entières, de père en fils, d'une génération à une autre, qui ont fait le choix par passion ou par contrainte (les enfants sont souvent les seuls à pouvoir atteindre une certaine profondeur pour en extraire la pierre la plus rare).

La pauvreté est la principale explication de ce phénomène. Mais parce que des parents contribuent au système et que certains enfants, en âge d'aller à l'école, y trouvent parfois leur compte, la lutte contre le travail des enfants est complexe. J'observe, en tous cas, que le travail des enfants éloigne très tôt les communautés de la possibilité de faire des choix ou de la connaissance de leurs droits, une fois adultes. Par conséquent, **si rien n'est fait au niveau des Institutions gouvernementales, le travail des enfants perdurera**, la pauvreté demeurera un phénomène cyclique qui, dans le meilleur des cas, va maintenir la croissance économique à un seuil relativement plus bas que la normale.

Témoignage de Kleber



À Madagascar, l'activité est essentiellement agricole avec le raphia, la riziculture et la vanille. Dans certaines plantations il n'y a pratiquement que des enfants qui travaillent ! Donc clairement, **le travail des enfants est un problème qui perdure dans les filières agricoles à Madagascar.**

Le problème ici est que les démarches faites par

certaines ONG ou d'autres partenaires techniques et financiers ont des résultats de court terme alors que nous avons besoin de solutions durables. La mutualisation et la mise en place de projets co-construits est un sujet important pour Buy Your Way lorsque nous travaillons avec les filières.

Témoignage de Karine

Des bonnes pratiques observées dans notre écosystème

Hind

Webhelp : des actions innovantes pour l'intégration des travailleurs en situation de handicap

J'ai particulièrement apprécié la démarche de Webhelp, dont Assia Bouaine, la DRH de l'entreprise est venue témoigner dans un des webinaires de RSE&PED. Créée en 2002 aider les entreprises à interagir avec leurs clients, Webhelp compte 90 000 collaborateurs dans le monde dont 10 000 au Maroc, et fait du bien-être des salariés une question centrale. L'entreprise a souhaité porter une cause chère aux fondateurs et aux dirigeants : l'intégration des travailleurs en situation de handicap. Avec trois axes : la conscientisation et pas seulement la sensibilisation, les partenariats et les alliances avec la société civile et les associations qui appuient la démarche, et une politique 360 degré qui concerne toute l'entreprise et pas seulement la DRH. Comme le dit un collaborateur en situation de handicap, à Webhelp, la différence fait la différence !

> [En savoir plus](#)

Gloria

Hôtel Terrou – Bi : inclusion de jeunes collaborateurs en situation de handicap psychique

En appui à l'ASEDEME, L'Association Sénégalaise pour la Protection des Enfants Déficients Mentaux, le complexe hôtelier de luxe Terrou-Bi, à Dakar, emploie en permanence 4 à 6 jeunes adultes en situation de handicap mental. Ces jeunes sont très bien accueillis par l'ensemble du personnel qui a désormais un autre regard du handicap. Là aussi, une démarche portée par les fondateurs de l'hôtel, avec cœur, conviction et résultats à l'appui !



Image extraite du webinaire RSE&PED, [intervention d'Aïssa Bouane, DRH de Webhelp](#)

Mamadou

Publish What You pay

J'apprécie particulièrement l'ONG Publish What You Pay (PWYP) : elle pousse les entreprises à publier ce qu'elles versent comme salaires ou comme taxes, pour s'assurer que les revenus tirés des activités extractives vont bien améliorer la vie des populations

[> En savoir plus](#)



NOS MEMBRES DOMAINES DE TRAVAIL RESSOURCES ACTUALITÉS À PROPOS

Nous attendons mieux des companies déclarant soutenir l'ITIE

[EN SAVOIR PLUS](#)

Placide

Orabank Togo : un engagement auprès de l'Unicef pour l'atteinte des ODD en faveur des enfants

Depuis octobre 2020 Orabank fait partie des signataires de la convention de partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) en faveur des enfants au Togo. Cette convention prévoit des activités de plaidoyer, de promotion et de défense des droits de l'enfant. Elle permet à la fois de mettre en place des mesures internes favorables au bien-être des enfants du personnel et de la clientèle d'Unicef. Il sera également mis à disposition du Fonds des matériels et équipements pour le maintien des services essentiels pour les enfants de la rue et des enfants en conflit avec la loi et toutes les activités de sensibilisation menées sur le terrain en zone urbaine comme en zone rurale. C'est un partenariat qui compte car OraBank dispose d'une belle visibilité et périmètre d'influence au Togo !

[> En savoir plus](#)

Nos experts, partenaires ou intervenants de nos webinaires sur ce thème :

- [Ressources Humaines sans frontières](#)
- [EDH Entreprises pour les Droits de l'Homme](#)
- [Handicap International](#)

Liens vers nos webinaires relatifs au thème de l'intégration des travailleurs en situation de handicap :

- [Handicap, performance et innovation en entreprise](#)
- [La politique handicap, quel bénéfice pour l'entreprise?](#)
- [Recrutement et maintien dans l'emploi des personnes handicapées](#)

RHSF

À PROPOS - RHSF SUR LE TERRAIN - AGIR AVEC NOUS - ACTUALITÉS - CENTRE DE RESSOURCES - CONCOURS DE DESSINS

Concours international de dessins - résultats

Plus de 200 dessinateurs de 65 pays ont répondu au défi lancé par RHSF avec l'Organisation internationale du travail en partenariat avec Cartooning for Peace.

DECouvrez LES MEILLEURS DESSINS !

NOS PROMESSES D'ACTION

Dans le cadre de l'Année internationale contre le travail des enfants RHSF prend trois engagements pour 2021 : diffuser l'expertise, aiguïser la vigilance et l'action, expérimenter des solutions.

LIRE NOS ENGAGEMENTS



Produire, distribuer, consommer dans le respect du « plafond écologique »

La valeur ajoutée économique doit être créée sans outrepasser les ressources naturelles disponibles et leurs capacités de renouvellement. Ces ressources, eau potable, milieu marin, terres agricoles, forêts, bien qu'utilisées de façon frugale en Afrique, avec les principes de l'économie circulaire et souvent une approche « low tech » qui doit faire école en Occident, sont déjà en tension. Les populations font face plus qu'ailleurs aux impacts du changement climatique, aux vagues de sécheresse, aux inondations et la perte irréversible de forêts, de lignes côtières et de terres arables. Il est impératif, face aux enjeux démographiques, de veiller à ce que des règles soient mises en place, qu'elles soient comprises et

respectées par tous pour une utilisation raisonnée des matières premières et une gestion maîtrisée des déchets et des pollutions. Parce que chaque ressource y est souvent précieuse, l'Afrique est une terre d'élection pour l'économie circulaire. La protection des forêts sacrées, réservoirs de biodiversité et de plantes médicinales, est un exemple de pratique culturelle particulièrement importante pour la sauvegarde de ressources précieuses. A partir des fabuleuses richesses naturelles du continent, un éco-tourisme de qualité peut être imaginé, à destination du public africain et étranger. Comment installer la préservation de l'environnement et de la biodiversité comme un élément structurant de nos activités économiques?



Le Togo s'est engagé ces dernières années dans une politique de modernisation de ses infrastructures et de diversification de son économie, indispensable à son intégration dans la mondialisation. Cependant, cette chevauchée vers le progrès crée aussi des externalités négatives sur l'environnement. Malgré l'existence d'un cadre réglementaire, le Togo souffre de graves problèmes qui sont le fait des activités anthropiques. Le 12 mai 2021, le gouvernement togolais s'est engagé à planter un milliard d'arbres à l'horizon 2030 tout en interdisant l'exploitation des produits forestiers de sciages sous forme brute ou semi brute. Une initiative à laquelle le secteur privé est appelé à adhérer fortement. Mais de gros progrès restent à faire pour éviter le «greenwashing» ! Pour accélérer la prise de conscience il est nécessaire d'associer autour d'un plan d'actions toutes les organisations concernées par la question environnementale, d'informer et de former des acteurs : une approche qui est au cœur de l'action de Valora.

Ensuite il faut, à ce moment précis de la modernisation du pays où les enjeux environnementaux, sociaux et économiques doivent être conciliés, passer par l'application au sens le plus strict du terme, des lois, du respect du principe pollueur – payeur, à travers

une gouvernance environnementale saine, dénuée de tout intérêt personnel et ne laissant aucune place à la corruption. **L'adoption par les entreprises togolaises de normes internationales en matière de management et de gestion des risques liés à l'environnement de contribuerait à leur développement économique** tant il y a à faire en matière d'innovation pour réduire les déchets industriels, mieux traiter les effluents et toutes les formes de pollutions.

Depuis 2015, Valora Solutions et Services Environnement organise des événements internationaux dans le but de sensibiliser les parties prenantes sur le sujet. Ce fut le cas en 2015 avec l'appui et le soutien de l'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement du Togo (ANGE) et reconduit en 2016. Aujourd'hui, ce travail continue avec le développement de programmes de formation et de partenariats avec des acteurs locaux, pour aider les entrepreneurs à intégrer dès leurs idées de projet, la prise en compte et la gestion de l'environnement.

Action de Placide



Mamadou lors d'une initiation au changement climatique et à la protection de l'environnement pour les jeunes dans le cadre des activités de l'ONG Selfie Mbalite

En matière d'environnement il y a des lois, l'arsenal juridique du Bénin est même très riche. Nous avons d'abord la constitution du 11 décembre 90 en son article 27, nous avons ensuite une Agence Béninoise pour l'Environnement et un plan d'action, nous avons enfin une loi-cadre sur l'environnement qui relie tout cela. Les entreprises qui s'installent doivent obligatoirement faire un diagnostic sur leurs impacts environnementaux avant de démarrer les activités. Mais il est rare qu'elles obéissent à toutes les dispositions légales. En pratique, **des tractations ont souvent lieu entre l'entreprise et les responsables territoriaux, pour des enjeux politiques et financiers**. La population n'est pas informée

et les arrangements se font à son détriment. Le respect strict du cadre législatif est donc rare. En 2018 nous avons lancé une pétition avec l'environnementaliste Brice Sohou contre l'usine chinoise de Yueken International qui empoisonnait la rivière Klou depuis de nombreuses années. Notre mobilisation, en soutien des autres ONG et de la population a conduit l'Agence Béninoise pour l'Environnement à fermer le site. L'entreprise n'avait pas fait l'étude d'impact environnemental et devra le mener avant de pouvoir rouvrir. C'est une grande victoire pour nous et surtout pour les populations locales et les Béninois dans leur ensemble.

Témoignage de Yacoub

Liens vers nos webinaires relatifs au thème de l'environnement et la biodiversité :

- [Cycle de 6 webinaires – Entreprises, environnement et biodiversité – 30/9 au 18/11/2021](#)

Développer l'appétence pour les produits et le marché locaux

Les Africain.e.s attendent des entreprises qu'elles se développent pour créer de la valeur ajoutée, qu'elles transforment sur place les matières premières du continent, commercialisent au prix juste des produits utiles et sains qui répondent aux besoins des consommateurs. La transformation locale des produits permet de garder la valeur ajoutée sur le Continent. Elle génère la formalisation des emplois, l'accès du plus grand nombre et notamment des jeunes, au travail décent.

La commercialisation des produits locaux nécessite un changement de paradigme dans le marketing pour valoriser les produits locaux auprès des consommateurs. Elle doit s'accompagner de démarches qualité et d'une nouvelle approche de la relation au client. Les exemples se multiplient, notamment après la crise du Covid qui a bien fait comprendre l'intérêt du développement d'un marché intra-africain.

Ni le Cameroun, ni l'Afrique ne peuvent se contenter indéfiniment de recettes d'exportation de matières premières pour soutenir l'économie. Lorsque j'ai démarré mes activités, il y a près de 10 ans, le tourisme me semblait offrir plus d'opportunités pour le pays, plus d'indépendance en termes de devises, une meilleure redistribution aux acteurs nationaux et donc plus de chances d'atteindre un jour un seuil de développement acceptable. Cela veut dire une approche inclusive et durable qui s'appuie principalement sur les attentes et le pouvoir d'achat du marché local, en proposant une offre de produits et services

touristiques conséquente appropriée. Pour cela il faut innover, se réinventer régulièrement pour satisfaire les besoins des consommateurs camerounais, des membres de la diaspora et des touristes étrangers. Cette activité touristique ne doit pas se faire au détriment de l'environnement auquel nous sommes très attentifs. **C'est à partir de l'adhésion du public local, que le tourisme pourra se développer. La période Covid nous donne raison !**

Action de Kleber

Les produits locaux soulèvent la défiance parmi les consommateurs marocains. **Nous avons une culture du produit étranger, toujours plus valorisé aux yeux des consommateurs que les produits marocains**, y compris par les commerçants qui mettent en avant les marchandises turques ou espagnoles. Des problèmes de qualité de service, d'hygiène, de rapport qualité prix mais aussi de politique économique ont conduit à cette situation. Dans les années 90 à 2000, le textile a été le secteur majeur de l'économie, avant d'être doublé par l'automobile. Il a toujours été dépendant de la demande externe pour fournir de la sous-traitance, sans jamais s'adresser au marché interne. En conséquence le Maroc a été inondé par les produits turcs de prêts à porter, avec des prix très compétitifs, sans développer de marque accessible et de qualité pour ses consommateurs internes.

En avril 2021 deux conventions de partenariat ont été signées par le ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Economie Verte et Numérique, M. Moulay Hafid Elalamy, le PDG de Marjane Holding, un acteur marocain du secteur de la grande distribution, M. Ayoub Azami, le Président de l'Association Marocaine des Industries du Textile et de l'Habillement (AMITH), M. Mohamed Boubouh, et le Président de la Fédération Nationale de l'Agroalimentaire (FENAGRI), M. Abdelmounim El Eulj. Ce partenariat vise le renforcement du sourcing auprès des acteurs locaux dans les deux domaines du textile et de l'agroalimentaire. La holding de Marjane espère pour le textile, passer de 25% à 75% de sourcing marocain d'ici 2024, avec un jour 100% de produits marocains dans les rayons. Une initiative louable qui permettra d'encourager le Made In Maroc et de regagner la confiance du consommateur marocain.

Témoignage de Hind

Dans le cadre des activités de GO AFRICA Business, nous avons mené un gros travail de sensibilisation des jeunes entrepreneurs du secteur informel de l'hôtellerie et de la restauration à l'amélioration de la qualité de leurs produits. Une démarche nécessaire pour pouvoir amener en toute quiétude nos clients hors

des circuits trop balisés des grands restaurants et hôtels internationaux. Sensibiliser aux standards de qualité et à l'intérêt du consommateur est aussi une façon d'encourager ces jeunes patrons à passer à une structure juridique officielle, malgré leurs réticences envers l'administration fiscale.

Action de Kleber

Des bonnes pratiques observées dans notre écosystème

Yacoub

Le Mois du consommer local au Bénin

Le ministère de l'Industrie et du Commerce Béninois a initié un événement pour inviter les consommateurs béninois à se tourner davantage vers les produits locaux, La 2ème édition du « Mois du consommer local au Bénin » a été organisée en octobre 2021. Une recommandation issue de l'Union économique monétaire ouest africaine (UEMOA) qui espère porter ce mouvement dans toute la région plusieurs pays ont déjà adopté le mois de la consommation locale)intensifier ainsi les échanges intra africains et soutenir ainsi le secteur privé.

> [En savoir plus](#)

Placide

La production et la consommation locale de chocolat pour ajouter de la valeur aux filières et lutter contre la pauvreté.

Choco Togo est une initiative de jeunes entrepreneurs togolais spécialisée dans la production de chocolats bio et naturels fabriqués au Togo. Choco Togo a reçu l'appui de la FAO, l'organisation Onusienne pour l'alimentation et l'agriculture, pour participer à des échanges internationaux sur la filière du cacao et des systèmes agricoles gérés par les peuples autochtones et les communautés locales.



Au Togo, Choco Togo s'engage à former les organisations de production forestières à la production de chocolat à partir de leur cacao, pour développer la consommation intérieure de cette matière première longtemps uniquement destinée à l'exportation. Par la création d'emploi, la valeur ajoutée à la filière cacaoyère est un instrument de lutte contre la pauvreté et l'exode en milieu rural. Choco Togo emploie essentiellement les femmes, pour un mieux-être des ménages et une prise en charge assurée de l'éducation et de l'inscription des enfants, la relève de demain.

> [En savoir plus](#)





Créer et soutenir des PME/TPE africaines orientées vers l'impact

De la même façon que l'Afrique a adopté le téléphone mobile sans développer le téléphone filaire, le réseau RSE&PED fait le pari d'un « leapfrog » vers l'économie d'impact, un développement qui associe retours financiers vers l'entreprise et contribution positive pour la société et l'environnement.

Dans le tissu économique africain sont présentes des filiales étrangères de grands groupes, souvent engagées dans la RSE via leur holding. Pour les PME africaines actuelles, la RSE est généralement peu développée, ramenée à la part d'engagement sociétal que constitue le mécénat. Enfin l'économie est majoritairement portée par 85% à 90% de structures informelles, qui ne garantissent aucun cadre social aux travailleurs et doivent donc passer par un premier stade qui est celui de la formalisation juridique de leur activité.

Si nous faisons le rêve d'entreprises qui intègrent dès leur création la responsabilité sociétale et

l'impact positif, nous sommes convaincus que ce sont les entreprises locales, des PME et TPE fortement incarnées par leurs dirigeants et dirigeantes et reliés à leurs territoires, qui le réaliseront. L'entrepreneuriat est bien sûr la solution pour l'emploi et la possibilité d'épanouissement pour les jeunes dont l'énergie et les compétences représentent une richesse pour le continent.

Aujourd'hui ces entrepreneurs et entrepreneuses africaines n'ont pas d'incitation à engager des démarches RSE, pas de cadre légal structurant, pas de financements sélectifs, peu de signaux des clients, et parfois même une incompréhension de la part des proches. Il nous semble important de favoriser l'émergence de réseaux d'entrepreneurs engagés et de valoriser leur rôle modèle. De nombreuses expériences de partenariats publics-privés sont aussi à la source d'impacts économiques positifs.

Le monde de l'entreprise dans lequel nous intervenons est souvent un milieu hostile. **Soutenir les PME engagées c'est d'abord soutenir leurs dirigeants et dirigeantes !** Je leur apporte une forme de réassurance en leurs propres capacités en soulignant l'importance du dialogue, car, s'il était encore nécessaire de le prouver, on voit bien avec l'épisode du Covid19 que nous sommes dans une interdépendance permanente. Leurs problèmes sont liés au manque de formation des collaborateurs, aux marchés et aux financements auxquels ils n'accèdent pas ... Pour eux la RSE c'est

du luxe ! Lorsque je propose au dirigeant d'une PME d'améliorer l'engagement de ses salariés ou la compréhension de son projet par son banquier et qu'il obtient des résultats tangibles, d'autres problématiques peuvent ensuite être abordées. J'aide ces chefs d'entreprises à porter un autre regard sur leurs parties prenantes pour bâtir avec elles des relations mutuellement profitables et en faire à terme de véritables partenaires. C'est aussi comme cela que l'on contribue à l'impact positif des entreprises !

Action de Gloria

Le Cabinet Tous Talents organise un concours annuel pour récompenser le top 3 des entreprises les plus performantes en termes de RSE en Guinée. La mise en valeur des entreprises a fonction d'exemple et d'inspiration pour rendre la démarche attractive.

« La mise en valeur des efforts des entreprises engagées est un levier qui compte !

Action d'Oumar



Gloria lors d'une intervention en entreprise

Projet de développement des filières inclusives (PRODEFI-Mauritanie)

L'objectif des partenariats dits « 4P », partenariats publics, privés et producteurs est la réduction de la pauvreté et l'amélioration des revenus des populations rurales pauvres dont majoritairement les femmes (50%) et les jeunes (30 %). **Dans les dispositifs 4P au bénéfice des populations la RSE est un axe central.**

En plus des appuis classiques aux bénéficiaires du projet sur l'amélioration de productivité et la résilience aux impacts du changement climatique ainsi la gouvernance des différents secteurs, le projet a généré des transformations très positives chez les paysans en milieu rural. En l'occurrence les 4P. Les apports des partenaires sont complémentaires :

Le Promoteur Privé est une entreprise qui dispose des capacités techniques de gestion et apporte des moyens financiers à hauteur de 51% du capital

total de l'initiative.

Les Producteurs sont organisés en coopératives ou groupement (GIE)... Ces dernières sont chargées d'approvisionner l'entreprise en matières premières. Elles sont également partie prenante à la joint-venture à travers la participation financière du projet sur le capital total de l'entreprise pour leurs comptes.

Le secteur public : Le gouvernement joue son rôle dans le partenariat. Il est représenté par le Projet en contribuant financièrement à hauteur de 49% au capital de l'entreprise, qui est contributrice financière du projet pour les producteurs.

Le respect des normes environnementales et sociales est au cœur de l'entreprise et du dispositif dans son ensemble. C'est un modèle d'entreprise qui contribue à un développement inclusif et durable.

Témoignage de Mamadou



Lancement officiel en 2017 du projet de développement des filières inclusives - Mauritanie

Au Maroc la RSE est une démarche récente et importée grâce à l'ouverture de l'économie marocaine. En 2005 le roi Mohamed VI a donné le coup d'envoi en insistant sur l'importance de la RSE, et en 2006 la CGEM a lancé le label RSE. La dynamique se situe essentiellement dans la sphère des grandes entreprises et leurs filiales. La RSE n'est pas vécue comme un choix délibéré mais comme une volonté imposée par les sociétés mère ou par les donneurs d'ordre, une contrainte d'accès aux ressources et au marché. Donc, malgré un cadre institutionnel propice, la compréhension du fonds de la démarche RSE reste un défi majeur. Plusieurs études ont montré que les managers confondent les aspects juridiques obligatoires et les pratiques socialement responsables, d'où l'importance de la formation et l'intégration dans le cursus universitaire des futurs managers.

Le Label RSE de la CGEM est d'ailleurs réservé

à ses adhérents. Si une entreprise veut initier et faire connaître sa démarche hors du réseau, elle doit trouver d'autres moyens que le label. Quant aux petites entreprises, qui constituent l'essentiel du tissu économique marocain et sont dans la survie au quotidien, elles ne peuvent pas adopter la RSE telle qu'elle se présente. Cela n'empêche pas des démarches plus spontanées. J'en ai fait l'objet de ma thèse avec une question très simple : **peut-on promouvoir une RSE «à la marocaine», qui émane vraiment du contexte sociologique et économique national** et pourrait être plus signifiante pour les entreprises locales ?

> En savoir plus sur la démarche RSE au Maroc

Témoignage de Hind

L'entrepreneuriat constitue une porte de sortie de la pauvreté pour la jeunesse africaine, désireuse de s'insérer économiquement et socialement dans la société, sans distinction de niveaux d'étude, du milieu de provenance et des conditions de vies dans lesquelles elle évolue. Les gouvernements l'ont compris et essaient d'accompagner cette dynamique. Cependant, en l'absence de garantie institutionnelles, l'accès au financement constitue et demeure un défi important pour les porteurs de projets et les jeunes entrepreneurs en Afrique et ce, dès la phase d'idée ou d'apparition de l'opportunité d'affaires.

En partant du postulat que l'Afrique avec sa jeunesse et ses richesses est le continent de l'avenir, les acteurs de la finance ont un rôle primordial à jouer. Ils pourraient par exemple travailler au développement de dispositifs de financement durable ou aux financements des TPE et PME qui s'engageront à travailler avec des entrepreneurs à forte valeur environnementale et sociale dans leurs chaînes de valeur. Ainsi pourra se créer une nouvelle dynamique économique, portée par la jeunesse africaine inclusive, responsable, durable et résiliente avec des stratégies à long terme.

Témoignage de Placide

Kleber

Les Brasseries du Cameroun agissent en faveur de la jeunesse.

La société Anonyme des Brasseries du Cameroun (SABC) mène des actions remarquables en faveur de la jeunesse camerounaise. Elle encourage l'excellence scolaire et valorise les talents de footballeur qui se cachent en chaque jeune athlète. Elle ne se limite pas à ces actions sociales, elle communique pour que cela se sache. Ce faisant, elle pousse de manière indirecte, d'autres organisations à faire la même chose.

> En savoir plus

Oumar

Bolloré : construction des Bluezones dans les capitales africaines : une déclinaison concrète de l'engagement en faveur des jeunes



A Conakry et dans d'autres capitales africaines, Bolloré a construit des « Blue zones » : des espaces équipés d'outils numériques et d'énergie propre à destination des jeunes pour leur divertissement mais surtout pour des projets éducatifs, la création d'incubateurs et l'émergence des talents locaux. C'est un bon exemple de RSE dans son volet sociétal qui doit toucher directement la population, et particulièrement les jeunes et leur immense potentiel.

> En savoir plus



Photos issues du site : [Les Brasseries du Cameroun](http://LesBrasseriesduCameroun.com)

Des réseaux pour soutenir l'émergence des entreprises responsables en Afrique


Gloria	Le CJD
 <p>Je travaille souvent pour et avec le Centre des Jeunes Dirigeants. C'est un mouvement de dirigeants d'entreprises qui les aident à mieux conduire leurs organisations et à avoir de l'impact grâce à la formation, la réflexion et l'action.</p> <p>Présent sur tous les continents, ses membres utilisent la Performance Globale qui est une déclinaison pragmatique de la RSE au profit des TPE-PME.</p>  <p>Le Senegal bénéficie de l'effort de pionniers de la RSE avec le réseau RSE Sénégal créé par Philippe Barry.</p>	



Philippe Barry, Fondateur de l'initiative RSE Sénégal, et Bassirou Sylla, Directeur QSE de SENELEC - [Agence Africaine de Développement Durable \(agadd.org\)](http://AgenceAfricaine.developpementDurable.org)

Mamadou	Kosmos Innovation Center
 <p>Le Kosmos Innovation Center investit dans les jeunes entrepreneurs et les petites entreprises qui ont de grandes idées et veulent voir leur pays grandir. Le programme aide les jeunes mauritaniens entreprenants à développer leurs compétences et leur potentiel en affaires, en les encourageant et les mettant au défi pour transformer leurs idées en produits et services réels.</p>	

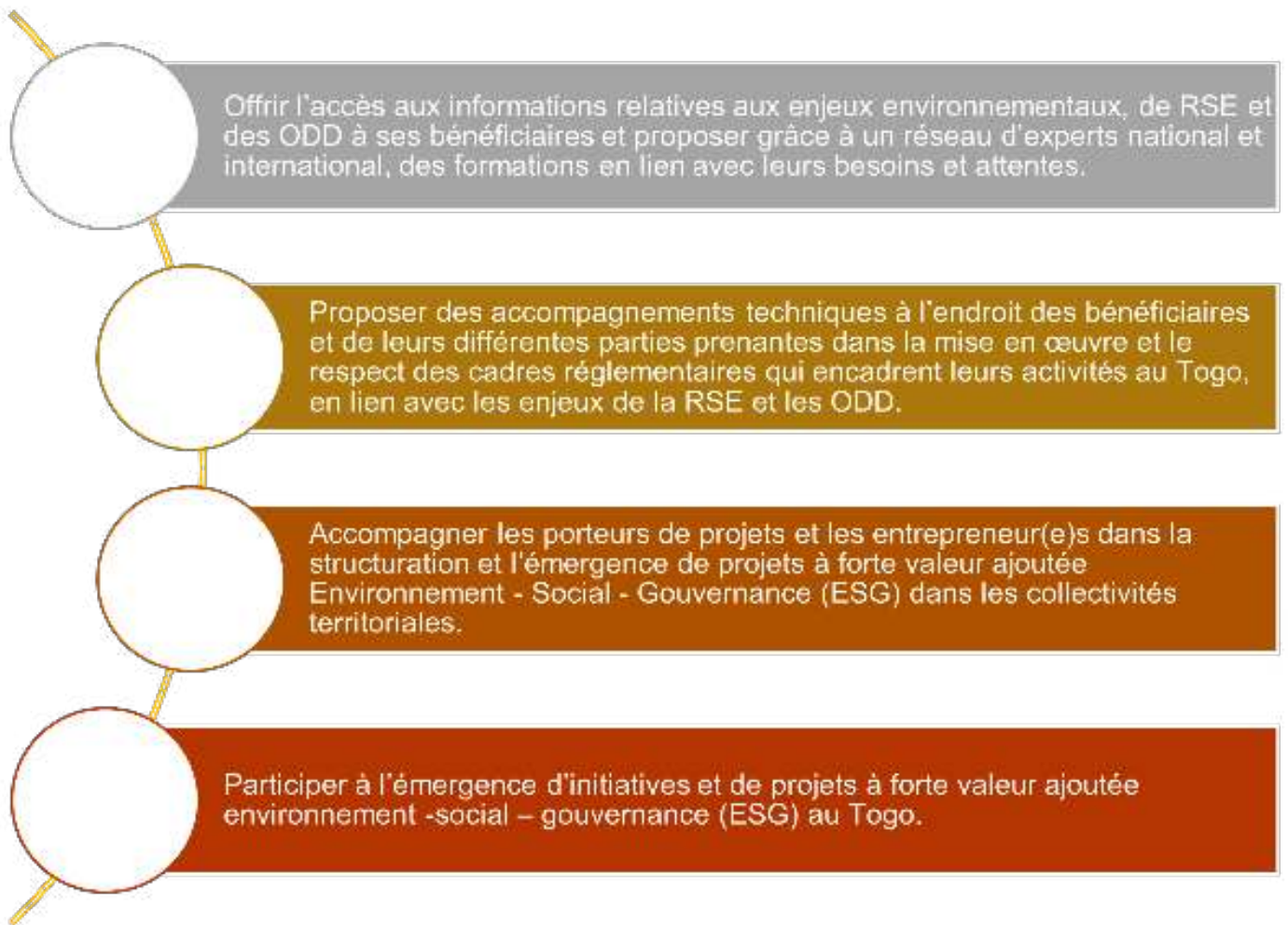


Hind	Les rencontres Responsabilité & Performance
 <p>Le cabinet de conseil Déclic a créé au Maroc «Les Rencontres Responsabilité & Performance», une plateforme qui encourage le dialogue et l'intelligence collective au profit de l'intégration des enjeux de la RSE et du développement. Durable. Les entreprises porteuses du label de la CGEM organisent aussi des partages d'expérience très intéressants.</p>	

Yacoub	Groupe de travail RSE et Incubateur au Bénin - Afrik Innov
 <p>Les entreprises membres du #GroupedetravailRSEBenin créé en 2020 échangent des bonnes pratiques sur la RSE et mettent leur expertise au service d'entrepreneurs engagés dans l'économie verte : #LincubateurRSE qui vient de rejoindre la communauté Afric'innov.</p>  <p>Afric'innov est une association qui a pour objectif général de contribuer à renforcer les Structures d'Accompagnement à l'Entrepreneuriat Innovant (SAEI) en Afrique francophone, afin de leur permettre de faciliter l'émergence et le développement d'entreprises à fort potentiel de création de valeur sur le continent</p>	

Placide	CERRDA, Le Centre de recherche - ressources, de documentation et d'accompagnement
<p>Nous ouvrons le CERRDA en 2022 au Togo avec une vision : informer, sensibiliser et éduquer à l'environnement et au développement durable pour favoriser l'émergence d'acteurs éclairés, publics et privés, dont les pratiques et agissements au quotidien, faciliteraient la mise en œuvre des ODD. Le champ d'action du CERRDA couvre les secteurs d'activités variés : Agriculture, Biodiversité, Education, Energie, Mines, Santé.</p>	

Le CERRDA vise à travers ses programmes et activités, à :



Aligner finance et entrepreneurs durables

Comment intégrer la RSE et l'impact positif au fonctionnement des PME ? Pour sa croissance économique et son développement humain, l'Afrique a avant tout besoin de financements. Or, la stratégie financière des acteurs économiques, depuis la signature des Accords de Paris sur le Climat en 2015 et plus encore dans les toutes dernières années affichent un objectif de plus en plus clair : l'Entreprise du XXIème siècle doit faire corps avec la société et la biosphère car sa pérennité en dépend. Cette conviction rejoint l'ambition générale de la RSE. Elle rejoint aussi les objectifs affichés par les agences de développement, dont l'AFD Française, qui se sont réunies fin 2020 pour la première fois, sous la bannière « Un monde en commun ».

À nos yeux, le développement récent de la finance responsable constitue le levier le plus prometteur

À Madagascar nous bénéficions de la présence de certains acteurs financiers qui souhaitent que leurs investissements génèrent de l'impact. Investissement et Partenaires, présent à Madagascar à travers des sociétés telles que Miarakap Madagascar, accompagne les PME dont les produits et les processus contribuent aux ODD. Les critères de conditionnalité des financements se basent sur le respect des lois et la prise en compte des enjeux socio-économiques et environnementaux du pays. Cette démarche concerne aussi l'approche de microfinance.

Au Togo, de nombreux mécanismes d'appui technique et financier sont mis en place pour faciliter l'accès au crédit aux jeunes entrepreneurs* et promouvoir le consommateur local. Néanmoins, des défis restent à relever. Ils interrogent les politiques de soutien à ces nouveaux entrepreneurs portés sur la transformation de produits locaux ainsi que les régulations à mettre en place pour réduire les importations, aujourd'hui concurrentes des néo-entrepreneurs nationaux**. En outre, ces politiques doivent favoriser l'émergence de modes de consommation locale et de distribution aux producteurs locaux, tout en leur garantissant des prix décentes. Ces facteurs permettront de garantir et de créer davantage d'emplois, de valeur et de la richesse afin de transformer les entrepreneurs en réels dirigeants d'entreprises. Sur ces points-là,

pour accélérer le développement de la RSE et de l'économie à impact. Même si les autres leviers doivent également être mobilisés : renforcement des capacités des entreprises et des acteurs, dialogue avec les parties prenantes, cadre légal et institutionnel, achats responsables, management et performance de l'entreprise. Néanmoins, si les grands bailleurs de fond, dont les agences de développement s'engagent pour l'Agenda 2030 et les Accords de Paris et qu'ils intègrent leurs exigences dans le financement des projets, les acteurs financiers locaux (banques, organisations de microfinance) ne relaient pas cette vision et par conséquent n'offrent aucun soutien particulier aux projets d'entreprises à impact. Comment renouveler les modes d'action du financement local et y intégrer des critères de durabilité ?

Investissement et Partenaires finance également des projets de structuration de certaines filières locales portés par des acteurs du secteur privé, dont les projets tiennent compte des enjeux socio-économiques locaux, et auxquels BuyYourWay apporte son expertise. **L'alignement du financement et du conseil autour de la RSE est un gage de cohérence pour l'entreprise** et dynamise l'action.

Action de Karine

les élus locaux et les banques ont un rôle important à jouer. **Or en l'absence de garanties de l'Etat, les banques sont réticentes à financer le secteur de l'entrepreneuriat.**

La création d'un fichier national serait un facteur permettant de réduire les risques de crédit.

**En juin 2021, environ 4.522.000.000 CFA de crédits ont été déboursés par un des dispositifs gouvernementaux permettant de créer 12.792 emplois (portés par des jeunes de 18 à 35 ans) et de former 22.832 autres jeunes à l'auto-emploi. (Source : site internet de la présidence de la république togolaise).*

***Depuis le 1er janvier 2021, le pays a enregistré près de 11.000 nouvelles entreprises créées, selon le Centre de formalité des entreprises (CFE).*

Témoignage de Placide



Intégrer la « durabilité » dans la formation et la communication

L'Agenda 2030 est bien connu des institutions africaines et de très nombreuses organisations de la société civile agissent en Afrique sur des thèmes liés aux ODD (pauvreté, santé, accès aux ressources eau/énergie, autonomisation des femmes...) bien qu'elles souffrent de sous-financement chronique et de faibles capacités à s'organiser en réseau. Mais la mobilisation des opinions publiques reste très difficile, pénalisée aujourd'hui par la priorité à donner aux urgences vitales, le faible niveau d'éducation, l'absence d'information ou la segmentation des territoires linguistiques. Il manque par conséquent dans les pays de la sous-région africaine, du Sahel et du centre, des citoyens responsables, une opinion publique qui exprime un niveau d'exigence élevé autant vers ses dirigeants que vers les agents économiques. Un enjeu particulièrement important réside dans l'attitude des classes moyennes émergentes vis à vis de la consommation. C'est en créant des communautés de consommateurs responsables

que sera accélérée la transition du continent vers une consommation et une production durables en dissociant la croissance économique de la consommation de ressources.

Cette éducation aujourd'hui n'est pas faite. La notion de consommation responsable est absente des messages publicitaires. Des pratiques calquées sur la consommation occidentale (produits importés, suremballés, distribués dans des supermarchés climatisés) s'installent dans les capitales des pays africains. Si comme l'affirme la Banque Africaine de Développement, "la classe moyenne est largement envisagée comme l'avenir de l'Afrique, le groupe crucial pour le développement économique", il est urgent qu'elle soit en mesure de donner un autre signal aux acteurs économiques. Comment sensibiliser l'ensemble de la société pour qu'elle prenne en compte la durabilité dans ses achats, ses comportements au travail, en famille, en société ?

Dans l'histoire, les écoles de management ont bouleversé les modes de gestion et ont contribué au développement de nos économies actuelles. En tant qu'enseignante, particulièrement sensibilisée au développement durable, je pense que la vision de l'entreprise en tant qu'agent économique centré sur la maximisation du profit doit être délaissée. L'entreprise d'aujourd'hui est un acteur social redevable devant la société. En conséquence le monde académique doit absolument accompagner le secteur privé dans sa contribution au développement durable. A l'ENCG où j'enseigne, la RSE a été programmée uniquement pour les étudiants de 5ème année de l'option Ressources Humaines. Cela donne un aperçu de la vision réductrice de la RSE qui prévaut aujourd'hui... Le champ d'action de la RSE est évidemment bien plus large que les Ressources Humaines, il comprend la finance, le marketing, le commerce international... car la RSE est par essence pluridisciplinaire. **«d'étudiant.e d'aujourd'hui est le décideur de demain, il est temps de faire**

entrer pleinement la RSE dans tous les cursus ». En 2021, j'ai intégré l'Institut Supérieur International du Tourisme à Tanger qui forme les cadres supérieurs dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme. Contrairement à l'ENCG, plusieurs matières en relation avec le développement durable et la RSE sont programmées. La RSE est aussi enseignée dans la formation continue pour les cadres, mais cela reste une option trop rare.

Les entreprises quant à elles sont peu ouvertes sur la recherche académique, et l'accès pour les chercheurs en est difficile. Je suis surtout en contact avec des organismes liés au patronat, la Confédération Générale des Entrepreneurs marocains, l'**AFEM**, qui rassemble des femmes chefs d'entreprise, la **CGEM** dont la plateforme sur le label RSE est une bonne initiative mais qui doit être actualisée et enrichie.

Témoignage de Hind

Avec RSE&PED, j'ai animé des webinaires et coordonné des journées connectées sur le secteur minier et le tourisme durable à destination des étudiants et des entrepreneurs africains.

Pour partager le concept de la RSE je crois à l'écoute et la sensibilisation des acteurs plus qu'à l'autorité, donc toutes les occasions sont bonnes !

En 2015, Lors du Salon PROMOTE, la principale rencontre internationale de l'entreprise et partenariat en Afrique Centrale, nous avons utilisé notre présence sur un stand pour échanger et distribuer "le guide du visiteur à PROMOTE" qui sensibilisait à la RSE, à près d'un millier de participants et visiteurs.

Grace à Joëlle Brohier, j'ai pris contact en 2018 avec Béatrice Bellini, une chercheuse de l'université Paris Nanterre qui travaille à la mise en place en Afrique d'une Chaire « Positive Business - Value for All », pour un tourisme positif en réponse aux attentes des voyageurs comme à celles des pays en développement qui peinent souvent à gérer des flux touristiques importants.

Nous avons mis sur pied avec l'aide de RSE&PED, une opération de sensibilisation à la RSE via une chaîne de radio, RSE CHEZ VOUS, pour partager les connaissances sur le concept de la RSE en visant principalement les étudiants et les jeunes entrepreneurs. Une occasion de donner la parole aux hommes et femmes leaders, chercheurs, experts et praticiens.

J'aimerais aussi créer une Académie de formation aux petits métiers du tourisme et au marketing des territoires pour soutenir un réseau d'acteurs et de villages écotouristiques dans mon pays, et si possible dans d'autres pays demandeurs en Afrique.

Enfin, Parmi tous nos projets en matière de communication, nous préparons avec le gouvernement camerounais, l'organisation des « Apéros de la RSE ». Ces rencontres professionnelles seront une plateforme d'échange d'information et de bonnes pratiques et se tiendront sous différentes formes (journées dédiées, séminaires, tables rondes, rencontres sectorielles, et journées connectées en partenariat avec RSE&PED.)

Action de Kleber

« En janvier 2021 j'ai répondu présent à l'invitation de la Fédération Internationale des Journalistes, Éditeurs et Écrivains Francophones (FIJEEF) pour échanger avec les journalistes sur la notion de RSE et les enjeux pour les médias et leurs acteurs. La RSE prend de l'ampleur dans notre pays, **il est essentiel de donner aux acteurs des médias de nouvelles clés de lecture** pour les aider dans la couverture des activités auxquelles ils sont invités par les entreprises. J'ai expliqué les principales étapes d'une stratégie d'engagement RSE telles que les entreprises les élaborent avec les parties prenantes qui y sont associées. Les discussions ont rapidement porté sur le rôle des journalistes en lien avec l'éthique, la déontologie et la façon de traiter l'information, ainsi que sur la nécessité de faire plus d'investigation par rapport aux informations données par l'entreprise.

Avec le cabinet Valora et RSE&PED nous avons mené depuis 2015 de nombreuses actions de sensibilisation et de formation, organisé des foras sur la RSE en Afrique francophone et des webinaires thématiques. Aujourd'hui, nous allons plus loin avec la création d'un dispositif de renforcement des capacités, bientôt inauguré à Lomé. Il s'agit du CERRDA - Centre de recherches, de ressources, de documentation et d'accompagnement, un espace d'éducation au développement durable qui vise à travers ses activités, à appuyer les acteurs du secteur public, du secteur privé et les OSC et entrepreneurs pour qu'ils s'approprient les enjeux du développement durable et leur intégration au quotidien dans les prises de décision, les projets et les initiatives naissantes ou en cours de mise en œuvre »

Action de Placide



De l'importance de la communication et de la formation dans nos parcours

Gloria

«Juriste de formation, j'ai été sensibilisée aux problématiques du Développement Durable et de la RSE, alors que j'intervenais ponctuellement sur ce sujet pour des juristes, informaticiens, entrepreneurs, professionnels de l'éducation ou de la santé. Les questions des participants ont fusé de toutes parts et exprimaient un réel intérêt. J'ai pensé : c'est ça que je veux faire !»

Hind

«Mes diplômes combinent le social et le managérial et je me suis toujours considérée transdisciplinaire. Lors de ma réflexion sur le thème de mon doctorat, j'ai découvert la RSE qui m'a semblée parfaitement adaptée à mon approche et j'en ai fait le fil conducteur de ma carrière professionnelle et scientifique.»

Mamadou

«La découverte de RSE&PED et la rencontre avec Joelle Brohier ont été déterminants dans cette aventure.»

Yacoub

«La caravane juridique relative à la RSE de l'Association Sherpa qui a eu lieu en décembre 2013 à Cotonou a été déterminante pour moi : elle a conduit à la création de l'ONG RSE Bénin.»

Les personnes, les réseaux, les auteurs, inspirant.es qui ont guidé notre action

Hind

«En tant que jeune enseignante chercheuse en sciences de gestion, la conception de Omar Aktouf, un intellectuel algérien, m'inspire beaucoup, car il lutte pour faire comprendre aux étudiant.e.s que l'être humain n'est pas une espèce supérieure aux autres mais fait partie d'un système qu'il doit respecter.»

Kléber

«Ce sont les gens avec qui je travaille et qui me donnent de l'énergie ! Merci à Louis Armand NDZANA ZOGO, Joelle BROHIER MEUTER, Cédric FOUMENA...»

Placide

«La lecture "L'Afrique noire est-elle maudite" de Moussa KONATE paru en 2010 a contribué pour beaucoup à mes prises de positions et réflexions quant aux actions qu'il faille mener pour l'émergence de l'Afrique. Dans le modèle de société sur lequel repose le continent, tout est subordonné à la famille avec les conséquences (parfois désastreuses) qui peuvent en découler et qui dans certaines limites, constituent un frein à son développement»

Mamadou

«Mes professeurs à l'université, Van Vliet Geert et Ibrahima LY ont été mes premiers inspirateurs ! Et je suis particulièrement passionné par le système d'ancrage institutionnel du président sénégalais Macky SALL.»

Oumar

«Pierre Mazeau, un expert français sur toute la RSE et le cabinet [Cassiopée & Company](#), mon principal partenaire sont mes principaux inspirateurs.»

Yacoub

«En sus des lectures de Malraux ou Balzac qui montrent combien la précarité d'une grande majorité de l'espèce Humaine nécessite des visions globales et des actions locales, mon inspiration provient du défi écologique mené par la biologiste kényane, prix Nobel de la paix : Wangari Maathai, de l'initiative phare des gouvernants de l'Union Africaine, pour lutter contre les effets du changement climatique et de la désertification en Afrique, laquelle est communément appelée la Grande Muraille Verte (GMV).»

Quelques médias africains pour la RSE recommandés par le réseau (classement par ordre alphabétique et liste non exhaustive)

Environnement, droits humains, dialogue citoyen, projets à impact .. les initiatives et partage de contenu sur la RSE et le développement durable et inclusif en Afrique se sont récemment multipliés, attestant de la vitalité du sujet :

[Africa Mutandi](#)

[AfricaGreenMagazine](#)

[Afrik 21](#)

[Afrique Renouveau](#)

[BABI GREEN](#)

[Environnement Afrique](#)

[Financial Afrik et RMI info avec la journaliste et activiste mauritanienne, Maimouna Saleck](#)

[Les Rencontres Responsabilité & Performance](#)

[RSE CHEZ VOUS \(Radio Campus FM 90.0 UY II\)](#)

[RSE mag](#)

[Secteur Privé & Développement](#)

[Societecivilemedias](#)

[Vert Togo](#)

[Vivafrik](#)

[Wathi](#)

Avec la contribution des partenaires locaux de  RSE et PED



Une publication conçue par AGADD – Catherine Puiseux-Kakpo - Partenaire de RSE&PED -